



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

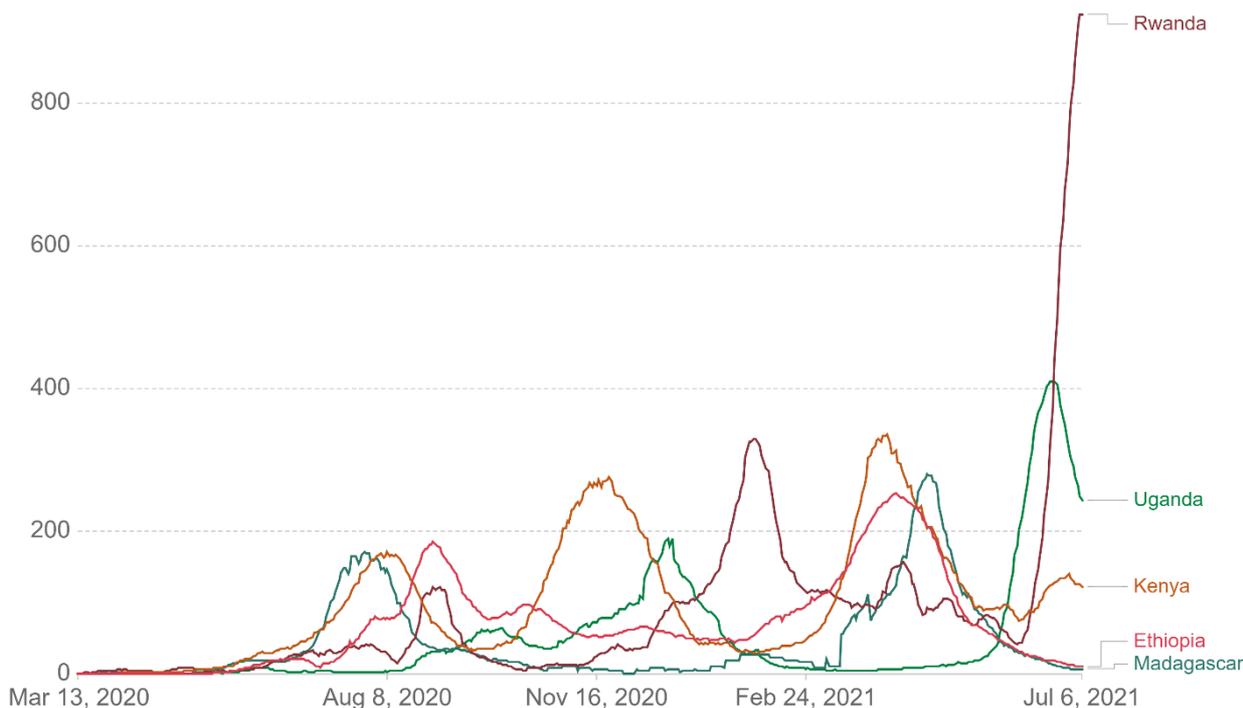
09 JUILLET 2021

Evolution de la situation sanitaire

Biweekly confirmed COVID-19 cases per million people

Biweekly confirmed cases refer to the cumulative number of confirmed cases over the previous two weeks.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

Sur la semaine allant du 29 juin au 6 juillet, le nombre de nouveaux cas a diminué en Ethiopie, passant de +656 à +561. Au Rwanda, la hausse ralentit mais la situation reste préoccupante, passant de +5 902 cas à +6 081 sur la semaine. En Ouganda, la situation s'améliore doucement, passant de +6 033 cas quotidien à +5 120 sur la semaine grâce aux mesures de confinement décrétées par le gouvernement.



🍷 ZLECAf: bilan des négociations de l'Accord

Alors que les échanges commerciaux dans le cadre de la ZLECAf auraient officiellement débuté au 1^{er} janvier 2021, aucune annonce officielle n'a été faite concernant la conclusion des négociations portant sur le commerce des biens et des services (phase I), initialement prévue en juin 2021. En effet, bien que des accords aient été trouvés pour 86,0 % des lignes tarifaires, des blocages persistent concernant les règles d'origine de certains produits (poissons, sucre et pièces de l'industrie automobile). Une 2^{ème} phase de négociations, relative aux investissements, au droit à la concurrence, à la propriété intellectuelle et au e-commerce, devrait débuter début juillet 2021 avec une échéance prévue pour décembre 2021.

🍷 Burundi

Début de rapprochement entre Kigali et Bujumbura

Présent au 59^{ème} anniversaire de l'indépendance du Burundi, le premier ministre rwandais Édouard Ngirente a promu un rapprochement entre les deux pays voisins, dont les relations restent tendues depuis plusieurs années, Bujumbura accusant Kigali d'abriter des opposants sur le sol rwandais. Cette première visite d'un dirigeant rwandais depuis 2015 se veut être un signe d'apaisement inscrit dans une dynamique de rapprochement plus vaste entre les deux voisins, opérée depuis l'arrivée au pouvoir d'Évariste Ndayishimiye. L'armée burundaise a ainsi récemment mené des raids contre les rebelles rwandais du FLN basé sur son sol alors que le Rwanda a fermé la radio des opposants burundais qui émettait depuis son sol. La prochaine étape de ce réchauffement des relations devrait être la réouverture de la frontière entre les deux pays, encore officiellement fermée pour des raisons sanitaires.

🍷 Comores

Projet maritime financé par la Banque Mondiale pour améliorer la connectivité inter-îles

Lors d'un atelier organisé par le ministère du transport maritime avec l'appui de la Banque Mondiale, différents projets d'amélioration de la connectivité inter-îles de l'Archipel de l'Union des Comores ont été évoqués. Ces projets devraient être financés par un investissement de 40,0 MUSD soutenu par la Banque Mondiale. Dans cette enveloppe, 24,0 MUSD seront investis pour la construction du port de Bangoma. Celui-ci devrait mesurer 130,0 m de long pour 120,0 m de large et disposer de dispositif de brise-vague. 5,0 MUSD devraient également être investis pour l'achat de bateaux rapides permettant de lier Bangoma aux ports secondaires de Chindi et Hoani.

Djibouti

Mise en service du parc éolien du Ghoubet prévue en janvier 2022

Situé à l'ouest de la capitale, le 1^{er} parc éolien de Djibouti serait réalisé à 65,0 % au mois de juin et pourrait être mis en service dès janvier 2022 selon son constructeur. L'entreprise *Siemens Gamesa* réalise les travaux de ce parc de 60,0 MW. Le consortium *Red Sea Power*, composé de l'*Africa Finance Corporation*, de la Banque de développement néerlandaise, du *Climate Fund Managers*, du *Great Horn Investment Holding* (société d'investissement de l'Autorité des ports et des zones franches de Djibouti), finance le projet dont le coût est estimé à 63,0 MUSD. L'énergie produite sera vendue à l'opérateur national – Électricité de Djibouti – pendant 25 ans. Djibouti dispose actuellement d'un mix électrique reposant uniquement sur deux centrales thermiques fossiles représentant 100 % de la production d'électricité locale (20,0 % des besoins en électricité du pays). À l'horizon 2035, le gouvernement ambitionne de produire 100 % d'électricité renouvelable.

Erythrée

Pas de brèves cette semaine

Ethiopie

44,5 MUSD d'exportations générées par le parc industriel de Bole-Lemi

Le parc industriel de Bole-Lemi a généré 44,5 MUSD d'exportations au cours de l'année fiscale 2020/21. Spécialisé dans les industries du textile et du cuir, le parc emploie 18 000 personnes et constitue le 2^{ème} parc du pays, après celui d'Hawassa (73,0 MUSD pour FY2019/20).

Alors que les parcs industriels affichaient une légère hausse de leur volume d'exportations (+15,0 % entre FY2018/19 et FY2019/20), celles de Bole-Lemi stagnent (+1,1%). L'*Industrial Parks Development Corporation* (en charge de la gestion des parcs industriels) vise un objectif 400,0 MUSD d'exportations pour FY2020/21 (contre 165,0 MUSD pour FY2019/20) pour les parcs industriels du pays (17 parcs opérationnels sur un total de 20 parcs).

Rapport de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : 5,5 M de personnes en insécurité alimentaire dans la région du Tigré

Selon le dernier rapport de la FAO sur la situation humanitaire dans le Tigré, 5,5 M de personnes d'origine tigréenne, amhara ou afar seraient en insécurité alimentaire aigüe (61,0 % de la population) et 350 000 personnes en situation de famine. Le conflit, qui dure depuis huit mois, a empêché les agriculteurs de s'engager dans des activités agricoles – culture de céréales et légumineuses principalement (1,3 M Ha seraient indisponibles en raison des conflits). En outre, les éleveurs ont perdu leur bétail en raison des pillages, des déplacements de population (2,1 M déplacés internes) et des maladies (158 des 198 cliniques vétérinaires auraient été pillées, incendiées ou détruites).

Kenya

Le BRT de Nairobi sera exploité via une concession pendant 12 ans

L'autorité stratégique et organisatrice des transports à Nairobi, NaMATA, a annoncé que les futures lignes de BRT seront exploitées par un opérateur privé pour une durée de 12 ans, l'appel d'offre devant prochainement paraître d'après le directeur de l'autorité. 300 bus sont supposés fournir un service de transport sur *Thika Road* à partir de février 2022, une fois la construction

des stations par le chinois *Stecol Corporation* terminée. À terme, le réseau de *BRT* doit compter six lignes différentes et 950 bus dans la métropole de Nairobi et participer à la réduction de la congestion dans la capitale, en diminuant les coûts et les temps de trajet de près de 70,0%. La mise en place de ce service s'inscrit dans une stratégie globale de construction d'un réseau de transport public performant à Nairobi, le *Mass Rapid Transit System*, qui comportera également un service ferré rénové, le *Commuter*.

🍷 Madagascar

Lancement d'une étude par *Next Sources Materials* pour augmenter la production de graphite de la mine de Molo

Next Sources Materials envisage d'augmenter sa production de graphite à Madagascar. L'entreprise canadienne a en effet annoncé le 23 juin le lancement d'une étude technique destinée à augmenter la production de la phase 2 de sa future mine de Molo à Madagascar qui devrait rentrer en exploitation d'ici 2022. Alors que l'étude de pré faisabilité publiée en 2019 prévoyait une production annuelle de 45 000 t de graphite, la compagnie veut désormais plus que tripler ce chiffre afin d'atteindre au moins 150 000 t produites chaque année. Cette décision s'inscrit dans le prolongement de la conclusion d'un accord d'approvisionnement signé avec la société allemande *Thyssenkrupp*.

🍷 Maurice

***Statistics Mauritius* prévoit une reprise de la croissance de 5,4% en 2021**

Dans son dernier bulletin du 30 juin 2021, *Statistics Mauritius* prévoit une reprise de la croissance de 5,4% en 2021, contre une

récession de 14,9% en 2020. Cette croissance serait notamment portée par le secteur textile (+18,5% contre -28,6% en 2020), le commerce de gros et de détail (+4,1% contre -12,0%) ainsi que la construction (+25,2% contre -25,8%) à travers plusieurs projets en cours dont le *Metro Express*, les projets de drainage, les nouveaux hôpitaux, et le nouveau terminal de navires de croisière à Côte d'Or. Le gouvernement compte également sur une accélération des activités dans certains secteurs, notamment les TIC (+7,0% contre +5,9%) et les activités financières et d'assurance (+3,8% contre +1,0%).

Reprise des vols d'Air Mauritius vers Paris à partir du 13 juillet

Air Mauritius a annoncé la reprise de ses liaisons internationales entre l'aéroport de Port Louis-Sir Seewoosagur Ramgoolam et l'aéroport de Paris-CDG à partir du 13 juillet. Trois vols par semaine seront assurés par un Airbus A350-900 à destination de Paris le mardi, vendredi et samedi (de 20h 30 à 6h le lendemain) tandis que les vols retour sont programmés le mercredi, samedi et dimanche (de 22h 15 à 11h 30 le lendemain). La flotte de la compagnie est actuellement composée de quatre A350-900, deux A330-900, un A330-200, deux A340-300, deux A319-100 et trois ATR 72-500. Par ailleurs, les autorités mauriciennes travaillent sur une réouverture complète des vols à compter du 1^{er} octobre 2021.

🍷 Ouganda

Fin de la taxe OTT pour l'accès à Internet mobile

À partir du 1^{er} juillet 2021, les ougandais pourront accéder aux services internet et aux réseaux sociaux sans avoir à payer la taxe OTT (*Over The Top*) ou à avoir à utiliser des réseaux privés virtuels (VPN). Cette taxe s'élevant à 200,0 UGX par jour a été supprimée par le 11^{ème} Parlement dans la dernière loi portant sur les droits d'accise.

Elle sera remplacée par une taxation à 12,0 % des données mobiles achetées par les utilisateurs. L'introduction de la taxe OTT en 2018 avait provoqué un tollé national ainsi que des manifestations à Kampala, menées à l'époque par le député de Kyadondo East Robert Kyagulanyi *alias* Bobi Wine. Le gouvernement avait ensuite proposé de la suspendre après la publication de ses mauvais résultats par l'Autorité Fiscale Ougandaise (URA) en juillet 2019. L'URA n'avait en effet collecté que 49,5 Mds UGX sur les 284,0 Mds UGX prévus, soit un manque à gagner de 83,6 %, en raison de l'adoption de VPN par une part importante de la population ougandaise.

Rwanda

Validation de la 4^{ème} revue du programme PCI par le FMI

Le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a validé, le 1^{er} juillet 2021, la 4^{ème} revue au titre du *Policy Coordination Instrument* (PCI) du Rwanda et a approuvé une prolongation du programme d'un an. Le PCI, programme non assorti à des financements, a été approuvé le 28 juin 2019 et accompagne les autorités dans la mise en place d'un ambitieux programme de réformes, dans le cadre de la stratégie nationale de transformation du Rwanda. Pour mémoire, la croissance économique rwandaise devrait rebondir à 5,1 % cette année, après une contraction de 3,4 % en 2020. Cependant, cette prévision reste sujette à de nombreuses incertitudes et notamment l'évolution de la pandémie tant au niveau national qu'international ainsi qu'à l'avancée dans la stratégie de vaccination des autorités.

Seychelles

Opération de restructuration de la dette publique pilotée par la Banque centrale seychelloise

Le gouvernement seychellois met en place une opération de gestion du passif « LMO » (*Liability Management Operation*) débutant le 24 juillet 2021 et pilotée par la Banque Centrale seychelloise. Cette restructuration de la dette publique vise à améliorer sa soutenabilité en réduisant les taux d'intérêt et par conséquent les risques de refinancement. Le gouvernement permettra aux créanciers d'échanger leurs bons du trésor à court terme (*T-Bills*) contre des bons à long terme (*T-Bonds*). Le montant maximal de *T-Bonds* délivrés sera de 90,5 MEUR. Sont éligibles les *T-Bills* de 182 et 365 jours arrivant à maturité du 1^{er} août 2021 au 31 juillet 2022. Les *T-Bonds* délivrés auront une maturité de 3, 5 ou 7 ans.

Accord avec les équipes du FMI pour un programme de 107 MUSD

Les autorités seychelloises et le FMI sont parvenus à un accord au niveau des services sur les politiques économiques et structurelles qui pourraient être soutenues par le FMI dans le cadre d'un programme *Extended Credit Facility* (ECF) d'un montant de 74 millions de droit de tirage spéciaux (avoir de réserve international créé en 1969 par le FMI pour compléter les réserves de change officielles de ses pays membres ; 107 MUSD), pour une durée de 28 mois. Ce programme, qui doit encore être approuvé par la direction et le conseil d'administration du Fonds, portera essentiellement sur la gestion de la dette et des réformes structurelles qui viseront à favoriser une croissance durable tirée par le développement du secteur privé.

Somalie

L'élection présidentielle fixée au 10 octobre

Après 48h de pourparlers, le conseil consultatif national somalien a dévoilé le 29 juin le calendrier électoral à venir pour le pays. Ainsi, la

chambre haute parlementaire, le Sénat, sera élue le 25 juillet. À cette échéance suivra l'élection de la Chambre basse, l'Assemblée populaire, qui se tiendra du 10 août au 10 septembre. Enfin, l'élection présidentielle devra se tenir le 10 octobre 2021, alors que le mandat de Mohamed Abdullahi Mohamed, dit Farmaajo, s'est terminé le 8 février dernier. Ces pourparlers ont également permis d'améliorer les conditions d'accès des femmes aux mandats électoraux, puisque les frais de candidature des candidates au parlement ont été réduits de 50 %. Ceci doit contribuer à mettre en œuvre un quota de 30 % de femmes parlementaires dans les deux chambres.

Soudan

Nouveau programme du FMI

Le conseil d'administration du FMI du 28 juin a également approuvé le démarrage d'un programme de financement (facilité élargie de crédit ECF de 39 mois) qui prend le relais du programme sans financement (SMP) mis en œuvre avec succès par les autorités soudanaises depuis septembre dernier. Ce nouveau programme visera à poursuivre et consolider les réformes. Doté d'une enveloppe de 2,5 MdsUSD, il se concentrera sur une douzaine d'actions, chacune adossée à une date butoir. Cinq domaines seront couverts : gestion des finances publiques (4 actions), politique fiscale (3 actions), gouvernance (2 actions), politique monétaire et financière (2 actions) et gestion de la dette (1 action).

Première séance du Conseil législatif prévue pour le 17 août

Après une longue attente, le Conseil des partenaires, instauré à la fin 2020 et ayant un rôle de coordination entre toutes les institutions de la période de transition, aurait nommé, lors de sa réunion du 6 juillet, un comité chargé de désigner

les membres du Conseil législatif. Celui-ci pourrait, en principe, tenir sa première séance le 17 août prochain. Le mandat de ce conseil désigné devrait se terminer à la fin de la période transitoire, soit fin 2023-début 2024. De plus, le Conseil des partenaires aurait recommandé la destitution de tous les gouverneurs des États à compter du 1^{er} août et la nomination des nouveaux à partir du 5 août. Pour mémoire, ces gouverneurs avaient été nommés le 22 juillet 2020 par le Premier Ministre.

224 MUSD vendus aux enchères depuis la fin mai

La Banque centrale du Soudan poursuit ses ventes aux enchères de dollars pour servir les besoins des importateurs. Depuis la fin mai, 6 enchères ont eu lieu : sur les 300 MUSD proposés, 223,6 MUSD ont été cédés. Ce mécanisme, qui doit permettre une stabilisation de la valeur du SDG et mettre fin au marché parallèle, semble pour l'instant porter ses fruits. Ces derniers jours le SDG s'est même apprécié passant de 472 SDG/1 USD au 23 juin à 455 SDG/1 USD au 6 juillet. Sur la même période, l'écart entre le taux officiel et parallèle s'est réduit passant de 8 % à 1%. Par ailleurs, compte tenu de la progression de l'inflation, la Banque centrale a augmenté le seuil de retrait maximal aux distributeurs automatiques, qui passe ainsi de 2 000 à 5 000 SDG.

Soudan du Sud

Juba encouragée à investir dans ses routes pour favoriser le commerce avec le Kenya

John Munyes, secrétaire d'état kényan au pétrole a exhorté le Soudan du Sud et le Kenya à investir dans les réseaux routiers afin de réduire les distances et le coût des affaires entre les deux pays. Actuellement, les cargaisons partant de Mombasa et à destination de Juba passent soit

par le Kenya *via* Nadapal, soit par l'Ouganda *via* Malaba, Busia et Elegu. Ce deuxième trajet impose un franchissement de deux frontières qui rallonge *de facto* la durée du trajet suscitant l'incompréhension des transporteurs depuis plusieurs années, pour qui l'itinéraire *via* Nadapal serait plus avantageux. Si le projet du corridor LAPSET a été lancé afin d'accélérer le développement des infrastructures de transport (routes, ports, oléoducs) à la frontière entre le Soudan du Sud et le Kenya, l'usage de cette voie d'accès reste limité par la qualité des routes sud-soudanaises entre Juba et Nadapal, qui devront être améliorées pour réduire les coûts et les temps de transit pour les transporteurs sur cet axe.

Tanzanie

Reprise des négociations pour le projet chinois de port à Bagamoyo

La présidente Samia Suluhu Hassan a déclaré le samedi 26 juin lors du 12^{ème} sommet du Conseil national des affaires de la Tanzanie (TNBC) que le pays a repris contact avec ses partenaires chinois en vue de la relance du mégaprojet du port de Bagamoyo. Le projet de 10,0 Mds USD, situé à 75,0 km au nord de Dar-es-Salam, avait été suspendu par le défunt président John Magufuli en 2019 suite à des désaccords sur les conditions d'investissement opposant les autorités tanzaniennes à *China Merchants Holdings International* qui a été chargé de réaliser ce projet. Le nouveau port serait à même de concurrencer ceux de Mombasa (Kenya) et de Durban (Afrique du Sud) et d'attirer près de 760 entreprises (270 000 emplois directs) d'ici 2047.

Oman Sovereign Fund pourrait participer au financement du projet. Ce projet relevait initialement d'un accord signé en 2013 par les présidents Jinping et Kikwete.

470 MUSD pour la lutte contre la COVID-19

La présidente Samia Suluhu Hassan a déclaré que la Tanzanie prévoit de dépenser au moins 470,0 MUSD pour lutter contre le coronavirus. Elle a indiqué que, la moitié des fonds « *ira aux vaccins et autres équipements médicaux* » et l'autre moitié ira au « *redressement des secteurs touchés par la pandémie* ». Le pays compte 100 cas positifs connus du virus, dont 70 patients sous oxygène, a déclaré Hassan, marquant la première publication de données COVID-19 depuis environ un an. Le président Magufuli, avait minimisé la menace et n'avait annoncé aucun plan d'acquisition de vaccins avant sa mort en mars dernier. Le Fonds Monétaire International a déclaré que le gouvernement devait recommencer à publier les chiffres sur la pandémie avant qu'une demande de prêt pour 574,0 MUSD puisse être approuvée.

Un sommet sur la finance islamique sera organisé à Dar es Salam le 8 juillet

L'industrie bancaire et financière des pays de la région devrait profiter de la présence de 15 experts internationaux. Sur les 55 millions d'habitants que comprend la Tanzanie, environ 36 % sont de confession musulmane. Des solutions, outre l'argent mobile, devraient être évoquées pour améliorer ces services bancaires spécifiques.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor